

Article original

Configuration et dynamiques de l'aide humanitaire dans les terroirs agro-pastoraux inondés de l'extrême Nord-Bénin dans un contexte de changement climatique

DJOHY Georges

Université de Parakou, Ecole Nationale de Statistique, de Planification et de Démographie (ENSPD), Bénin, 03 BP 303 Parakou (Bénin)

Auteur correspondant : gadjohy@gmail.com

Article soumis le 28/08/2020 et accepté le 20/11/2020

Résumé : Au cours de la dernière décennie, la Zone Agro-écologique de l'Extrême Nord-Bénin (ZAE1), constituée des communes de Karimama et Malanville, a été régulièrement soumise à diverses catastrophes naturelles, dont les inondations occupent le premier rang. Les crues du fleuve Niger et de ses affluents locaux engendrent d'énormes dégâts matériels et humains. Dans ce contexte, les collectivités territoriales et divers partenaires (agences de développement, ONG) recourent à l'action humanitaire comme tremplin pour renforcer l'adaptation et la résilience des communautés aux effets néfastes de ces inondations. Malgré les nombreux projets et ressources déployés, la situation ne s'est guère améliorée au fil du temps, laissant une part croissante de la population locale dans la marginalité et la pauvreté. Quels sont les facteurs socio-économiques, politiques et culturels, et les jeux de pouvoir entre les différents acteurs impliqués dans l'aide, qui permettent de comprendre la spécificité de la configuration de l'espace humanitaire dans la ZAE1 et des dynamiques qui en découlent ? Cette étude questionne les limites de l'action humanitaire à l'échelle locale pour contribuer aux débats globaux actuels sur la transition humanitaire et la localisation de l'aide.

Mots clés : Catastrophe naturelle, Inondation, Aide humanitaire, Transition humanitaire, Localisation de l'aide

Abstract: Over the last decade, the Agro-ecological Zone of Far North-Benin (ZAE1), made up of the districts of Karimama and Malanville, has been regularly subjected to various natural disasters, of which flooding is the main one. Flooding of

Niger River and its local tributaries causes huge material and human damages. In this context, the local authorities and various partners (development agencies, NGOs) are using humanitarian action as a springboard to strengthen the adaptation and resilience of communities to the adverse effects of these floods. Despite the many projects and resources deployed, the situation has hardly improved over time, leaving a growing proportion of the local population in marginality and poverty. What are the socio-economic, political and cultural drivers, and the power plays between the various actors involved in aid, which make it possible to understand the specificity of the configuration of the humanitarian space in the ZAE1 and the dynamics arising from it? This study questions the limits of humanitarian action at the local level to contribute to current global debates on humanitarian transition and aid localization.
Keywords: Natural Disaster, Flood, Humanitarian Aid, Humanitarian Transition, Aid localization

Introduction

La Zone Agro-écologique de l'Extrême Nord-Bénin (ZAE1), constituée de Karimama et Malanville qui sont des communes riveraines du fleuve Niger, est soumise depuis quelques années à des inondations récurrentes qui engendrent d'énormes dégâts humains et matériels (Adjakpa, 2016 ; Boko et al. 2017 ; Ayena et al. 2017). Face à cette situation, l'action humanitaire est le principal moyen par lequel l'Etat, les acteurs politiques, les partenaires internationaux, les ONG locales et autres acteurs participent à l'adaptation des populations et la résilience de leurs moyens de vie et d'existence.

En effet, au cours de la dernière décennie, les inondations destructrices et les nombreux appuis humanitaires évalués à plusieurs millions de francs CFA (OCHA, 2010a ; Adjakpa, 2016), alimentent diverses formes de discours dans différentes arènes. Cependant, aucune solution efficace n'est encore trouvée à ce jour pour réduire les impacts des inondations sur la vie des populations locales, et assurer un développement plus harmonieux et durable de cette région à fort potentiel agro-pastoral. Malgré les nombreux projets mis en œuvre et les énormes ressources déployées, une part importante de la population locale croupit toujours sous le joug de

la marginalité et de la grande pauvreté (Djodjouhouin et al. 2015 ; PNUD/INSAE, 2016).

Dans ce contexte, l'hypothèse formulée est que la configuration de l'espace humanitaire dans la ZAE1 et les dynamiques qui en découlent, sont le résultat de jeux de pouvoir entre acteurs impliqués dans la chaîne humanitaire, sous l'influence de divers facteurs socio-économiques, politiques et culturels. L'analyse de la spécificité du tissu humanitaire local dans cette région et son évolution pourrait offrir des perspectives intéressantes pour mieux appréhender les jeux et enjeux, en lien avec l'action humanitaire dans un contexte de changement climatique. Cette étude vise à analyser la spécificité structurelle et fonctionnelle de l'aide humanitaire dans la ZAE1 au Nord du Bénin. De façon spécifique, elle cherche à : (1) analyser la forme et l'organisation de l'action humanitaire dans la ZAE1 ; et à (2) analyser les perceptions, stratégies et jeux des acteurs impliqués dans l'action humanitaire, en lien avec les dynamiques politiques, économiques, sociales et culturelles au niveau local.

2. Orientation théorique de la recherche

Dans le cadre de l'analyse de la configuration et des dynamiques de l'action humanitaire au Nord du Bénin, les principes et outils de l'anthropologie de l'aide humanitaire et du développement ont été mobilisés, pour mettre en discussion les pratiques et discours de l'aide, en lien avec les divers acteurs ou les groupes stratégiques qui y sont impliqués (Bierschenk, 1988 ; Olivier de Sardan, 1995 ; Atlani-Duault, 2009 ; Atlani-Duault & Vidal, 2009 ; Lavigne Delville, 2011 ; Dato, 2013). Pour ce faire, l'action humanitaire a été étudiée dans les zones d'inondation de l'extrême Nord-Bénin, à travers deux principales fenêtres théoriques : (i) l'action humanitaire comme une source de résilience ; et (ii) l'action humanitaire comme une arène.

2.1. L'action humanitaire comme source de résilience

L'action humanitaire est d'une grande portée pour l'amélioration des conditions de vie et d'existence de populations affectées par des contextes critiques de catastrophes naturelles ou de conflits

armés (Weick, 1988 ; Ryfman, 1999 ; Chandès & Paché, 2006). Dans ces situations de crise, les interventions d'acteurs humanitaires peuvent être d'urgence sur une courte durée, ou peuvent requérir plus d'efforts sur le moyen ou le long terme, dans le but de permettre aux communautés vulnérables d'assumer de façon autonome leurs besoins fondamentaux (Chandès & Paché, 2006). Ainsi, les projets, programmes et ressources déployés alimentent une certaine *résilience suscitée* (Laissus & Lallau, 2013) qui exige une coordination entre les divers acteurs impliqués dans la chaîne humanitaire. C'est pourquoi, certains auteurs assument que la non-réalisation des objectifs de l'aide humanitaire n'est pas souvent le résultat de l'inefficacité des actions individuelles des acteurs impliqués, mais plutôt de la défaillance d'une coordination qui améliore la cohérence des interventions et garantit des réponses efficaces, et de meilleure qualité aux populations victimes (Chandès & Paché, 2006).

L'hétérogénéité des acteurs humanitaires et leur relation à leurs principes respectifs plongent parfois l'action humanitaire dans ce que certains auteurs appellent la *crise de cohérence* (Brauman, 1999 ; Leader, 2000 ; Lindenberg & Bryant, 2001 ; Schloms, 2005). Selon Agier (2006), le monde humanitaire aussi global soit-il, existe toujours sous des formes locales qu'on peut parcourir, décrire et analyser. Il s'agit en réalité de dispositifs diffus et flexibles composés de divers réseaux, acteurs et ressources qui mènent vers des espaces diversifiés. L'enchevêtrement de ces espaces sans une véritable coordination est ce que l'auteur conceptualise par le *gouvernement humanitaire* (Agier, 2006 ; Poinsoit & Agier, 2009). En effet, les populations vulnérables peuvent tenter d'influencer et d'orienter l'action humanitaire en exhibant des normes socioculturelles qui peuvent aller à l'encontre des normes humanitaires. Par exemple, certaines populations peuvent refuser un certain type de soins médicaux pour des raisons culturelles ou des motifs de croyances religieuses (Harroff-Tavel, 2005). Aussi, pour des raisons de sécurité foncière ou de considérations culturelles et identitaires, d'autres communautés

peuvent-elles s'opposer à des initiatives de relogement qui visent leurs terres ancestrales, même dans des contextes de risque (Lane, 1996 ; Fratkin, 1997 ; Brauman, 1999).

De ce qui précède, une cartographie des acteurs impliqués dans l'action humanitaire est importante pour mettre en évidence leurs perceptions et représentations de l'aide, ainsi que leurs interactions et le degré de synergie dans leurs interventions.

2.2. L'action humanitaire comme une arène

L'anthropologie de l'aide et du développement présente l'action humanitaire comme un « marché » ou une « arène », où les acteurs sociaux se concurrencent, rivalisent ou s'affrontent autour d'enjeux de pouvoir, d'influence, de prestige, de notoriété ou de contrôle (Olivier de Sardan, 1995 : 58–59). En effet, l'arène représente un espace hétérogène, non harmonieux où des acteurs sociaux interagissent, s'affrontent ou se confrontent autour d'enjeux communs (Bierschenk & Olivier de Sardan, 1998 : 262). C'est aussi un espace de représentation et de négociation (Rottenburg, 2002), dont on peut saisir la structure et le fonctionnement, à travers ses normes pratiques, les comportements de ses acteurs et les procédures bureaucratiques chiffrées et listées qui permettent de différencier sa gestion pratique de sa conception sur papier (Olivier de Sardan, 2014 : 407 ; Fichtner, 2016 : 263).

L'action humanitaire alimente des processus de politisation et de dépolitisation (Coutu, 2007), faisant de l'aide une « ressource politique » au cœur de relations de pouvoir asymétriques et instrumentales entre ses acteurs (Dato, 2013). Elle est aux mains des organisations humanitaires un outil d'intervention « dépolitisée » dans les politiques publiques, promouvant le « faire-savoir » au détriment du « savoir-faire » humanitaire (Rufin, 1986). L'économie politique des crises humanitaires est souvent portée par des stratégies de contrôle et de captation des ressources, ou des mécanismes d'exclusion ou de distribution discriminatoire par des acteurs politiques et divers auxiliaires humanitaires, au détriment des populations vulnérables (Emmanueli, 1991 ; Lavergne &

Weissman, 2003). Cette gouvernance politique de l'aide pourrait être particulièrement évidente dans le contexte de décentralisation et de déconcentration qui a donné naissance à des « pouvoirs au village » dans les zones rurales du Bénin (Bierschenk & Olivier de Sardan, 1998).

L'aide humanitaire revêt aussi une signification hautement symbolique. Les médias à travers leurs productions rhétoriques, photographiques et vidéographiques sur les crises participent à la création et la diffusion d'émotions comme stratégie de mobilisation des ressources et de redistribution de la rente humanitaire (Emmanuelli, 1991 ; Brauman, 2009). Dans cette perspective, les informations et données chiffrées sur les crises et leurs diverses conséquences socio-économiques servent d'« hypnotiques » (Brauman, 1999) ou de « vitrines » (Bierschenk *et al.* 2000) exhibés dans les espaces publiques pour mobiliser et drainer les ressources humanitaires vers des finalités plus politiques qu'humanitaires. Cette dynamique de construction du problème humanitaire dans les arènes publiques (Cefai, 1996), fait aussi de l'aide un puissant instrument de propagande et de transaction politique (Brauman, 1999 ; Le Pape & Salignon, 2001 ; Al Hussein, 2003 ; Schloms, 2005).

Les bénéficiaires, loin d'être des acteurs passifs et amorphes, peuvent aussi être porteurs de stratégies parfaitement intégrées à leurs aspirations et trajectoires de résilience. Ces stratégies qui sont particulièrement pertinentes dans des contextes de recapitalisation et de reconstitution générale des moyens d'existence dans l'après-crise, peuvent même parfois s'écarter des objectifs humanitaires de l'aide (Laissus & Lallau, 2013).

Cette orientation de la littérature impose de comprendre les tendances et manifestations réelles des inondations, les dynamiques locales de production de dégâts et de statistiques, ainsi que les stratégies socio-économiques et politiques des acteurs impliqués dans la chaîne humanitaire. Ceci permettra de fournir des axes de réflexion pour opérationnaliser efficacement la localisation de l'aide dans un contexte de transition humanitaire.

3. Terrain et méthodes de recherche

3.1. Localisation et ressources de la ZAE1

L'étude a été conduite dans les communes de Karimama et Malanville qui constituent la Zone Agro-Ecologique de l'Extrême Nord-Bénin (ZAE1), principal foyer des inondations au Bénin. La ZAE1 s'étend sur une superficie d'environ 9.057 Km², occupée par environ 234.994 habitants, dont 50% de femmes, répartis dans 32.240 ménages, à 67% agricoles (INSAE, 2016a ; 2016b). L'agriculture est la principale activité socio-économique du milieu, avec des systèmes de cultures basés sur le coton (culture de rente) et les vivriers (maïs, mil, sorgho et riz). Les berges du fleuve Niger et de ses affluents (Mékrou, Alibori, Sota) sont exploitées pour la production maraîchère d'oignon, de tomate, de pomme de terre, de piment et de gombo, comme source de revenu des ménages et moyen d'autonomisation des femmes (Adjovi, 2006). L'élevage est la deuxième activité socio-économique des ménages de la ZAE1, avec la pratique de la transhumance comme mode principal d'accès au pâturage et aux ressources en eau, soutenue par la complémentation alimentaire et minérale en saison aride (Van Driel, 2002). Le cheptel local est constitué de bovins (128.000 têtes), de caprins (72.000 têtes) et d'ovins (48.510 têtes) (FAOSTAT, 2018).

Les inondations qui surviennent dans la ZAE1 résultent d'une conjugaison de facteurs naturels et anthropiques (Gouvernement du Bénin, 2011 ; Mairie de Malanville, 2015 ; Adjakpa, 2016 ; Ayena *et al.* 2017 ; Boko *et al.* 2017). En réalité, les mutations climatiques qui s'observent dans la région se traduisent par des précipitations saisonnières concentrées sur une saison pluvieuse devenue plus courte au fil des ans. Ceci est renforcé par les dynamiques humaines qui accroissent la demande en terres cultivables et pâturables, accélèrent la déforestation, accentuent la dégradation des parcours et engendrent le comblement du fleuve Niger par des charges solides (Boko *et al.* 2017). En réalité, la zone connaît une forte croissance démographique, avec une densité de population par rapport à la superficie exploitable qui est passée de 42 à 142

habitants/km² (238%) à Karimama et de de 46 à 210 habitants/km² (347%) à Malanville, entre 1992 et 2013. Cet accroissement de la population, soutenue par l'immigration incontrôlée en provenance des pays de l'hinterland, face à une disponibilité limitée de terre, est à la base d'une forte pression foncière, dont les corollaires sont l'occupation anarchique des espaces inondables par des populations déjà pauvres et vulnérables (Djodjouhouin et al. 2015 ; Adjakpa, 2016). La ZAE1 est une convergence de risques et d'incertitudes, dont les inondations, au premier plan, sont suivies par les sécheresses, les vents violents, les incendies et les conflits agriculteurs-éleveurs (PCC Karimama, 2014 ; PCC Malanville, 2014).

3.2. Collecte et analyse des données

Pour analyser l'organisation et le fonctionnement de l'aide humanitaire, ainsi que les postures, les relations, et les jeux de pouvoir entre les acteurs et les groupes stratégiques du tissu humanitaire de la ZAE1, l'approche ethnographique a été utilisée (Bierschenk, 1988 ; Olivier de Sardan, 1995). La collecte des données s'est étendue sur une période de six mois entre octobre 2017 et mars 2018. Des sources secondaires, constituées d'une cinquantaine de documents qui traitent des inondations et de leur gestion, ainsi que l'aide humanitaire dans la ZAE1 ont été d'abord mobilisées et leurs contenus analysés. Des observations de terrain ont ensuite été faites sur 20 sites de sinistrés ou de relogement de victimes d'inondations dans les deux communes. Enfin, 20 discussions de groupe et 15 entretiens individuels semi-structurés réalisés, ont été enregistrés à l'aide d'un enregistreur digital, avec le consentement des informateurs. Les fichiers audios ont été transcrits, codifiés et analysés à partir du logiciel F4.

L'approche d'analyse a consisté à rechercher et regrouper en thèmes et sous-thèmes le matériel de terrain, dans la perspective que les données de terrain ne parlent pas par elles-mêmes et que l'ethnographe a besoin de les traiter, de les examiner et de les trier, afin de leur donner un sens (Bernard, 2006 : 503ff.). Cette

approche a permis de mettre en perspective les facteurs socio-économiques, politiques et culturels qui influencent l'organisation, le fonctionnement et l'efficacité de l'action humanitaire dans la ZAE1.

4. Résultats et discussion

4.1. Tendances et effets des inondations dans la ZAE1

4.1.1. Les tendances des inondations dans la ZAE1

Le phénomène des inondations cycliques dans la ZAE1 est entièrement lié à l'histoire et l'évolution des communautés installées dans la vallée du Niger. La mémoire collective distingue plusieurs sortes d'inondations qui ont marqué la région au cours des dernières décennies (Mairie de Malanville, 2017) : Le *Gounde Karou* se réfère à une inondation survenue en 1997 et qui s'est caractérisée par la destruction des cultures et l'apparition de quelques foyers de maladies diarrhéiques. Le *Kognan* est le nom localement attribué à une autre inondation survenue en 1999, qui a détruit cultures, habitations et pistes de desserte rurales, et fut à la base d'une épidémie induite par une maladie inconnue brutalement apparue dans la région. Le *Keloubadjeize* est intervenu en 2010 et se rapporte à une autre forme d'inondation qui s'est caractérisée surtout par l'apparition de plusieurs maladies infantiles, telles que la rougeole, le paludisme et des cas sévères de malnutrition.

Le phénomène des inondations sévères et destructrices est plutôt perçu comme récent, avec 2012 comme année de référence, où les crues du Niger ont atteint plusieurs zones jamais touchées auparavant. Les populations locales l'appellent *Hari Wanyom*. Ce concept traduit le caractère plus envahissant de crues de 2012 par rapport aux précédentes inondations, avec des dégâts considérables sur les cultures, les habitations, les pistes de desserte rurales et les ouvrages de franchissement, et la survenue de plusieurs maladies touchant à la fois les enfants et les adultes. Les inondations de 2013 et 2015 sont classées dans cette catégorie. Le concept de *Zodji* est parfois utilisé pour rendre compte des pertes en vies humaines dans les cas d'inondations particulièrement violentes et dévastatrices comme celles de 2016 et 2017, que la plupart des

informateurs considère comme les plus ravageuses depuis leur installation dans la région. Ces perceptions et descriptions des crises, montrent que le phénomène des inondations est bien ancré dans la vie des communautés de la vallée du Niger, qui vivent continuellement dans l'incertitude des crues et de leurs effets.

4.1.2. Les effets des inondations dans la ZAE1

Les conséquences des inondations dans la ZAE1 sont énormes et de plusieurs ordres. Les travaux de Adjakpa (2016) présentent un bilan détaillé des dommages directs, indirects, tangibles et intangibles des inondations de 2010, 2012 et 2013 dans la ZAE1. Quelques effets ont été résumés ici pour faciliter la compréhension de la portée humanitaire du phénomène. En effet, les inondations détruisent les cultures, les habitations et les infrastructures routières (pistes de desserte rurales, ouvrages de franchissement etc.). Elles génèrent des pertes humaines, animales et matérielles, ralentissent l'activité économique, amenuisent le pouvoir d'achat des ménages, et provoquent la cherté de la vie.

Par exemple, dans le secteur de l'agriculture, les inondations de 2010, 2012 et 2013 ont provoqué dans les deux communes la destruction d'environ 52.759 ha de cultures, dont 51% de riz, 19% de sorgho, 18% de maïs, 9% de mil et 3% de cultures maraîchères. Plus de 66% des agriculteurs ont perdu toute leur récolte, tandis que 28% ont connu des pertes partielles. L'ensemble des pertes de cultures au cours des trois années est évalué à près de 38 milliards de francs CFA (76 millions de dollars US). Dans le domaine de l'élevage, environ 3480 têtes d'animaux, dont 52% de volaille, 36% de petits ruminants (24% d'ovins et 12% de caprins), 10% de bovins et 2% de lapins ont été décimées, pour une perte estimée à près de 233 millions de francs CFA (466 mille dollars US). Sur le plan de la production halieutique, les inondations des trois années considérées ont entraîné dans la seule commune de Karimama, la perte de 7922 outils de pêche, dont 71% de nasses, 22% de filets, 4% de pirogues, 2% de trous à poissons et 1% d'hameçons. Cette

perte de matériels de pêche est estimée à près de 183 millions de francs CFA (366 mille dollars US).

Les inondations de la ZAE1 s'accompagnent aussi d'une destruction totale ou partielle de nombreuses infrastructures économiques et sociocommunautaires locales. Les habitations des populations, les pistes de desserte rurales et les ouvrages de franchissement (ponts et ponceaux) sont souvent affectés. D'autres infrastructures socio-sanitaires (sources d'eau, latrines et bâtiments de centres de santé), marchandes et économiques (hangars et paillotes de marchés) et socio-éducatives (centres de loisirs et modules de classes) sont aussi ravagées par les crues. Environ 11.117 infrastructures locales, dont 91% de maisons d'habitation, estimées à une perte de plus de 508 millions de francs CFA (un million de dollars US), ont été endommagées par les inondations des trois années.

En somme, les inondations de 2010, 2012 et 2013 dans la ZAE1 ont induit des pertes d'infrastructures, d'équipements de production, de cultures et d'animaux, estimées à près de 39 milliards de francs CFA (78 millions de dollars US) (Adjakpa, 2016 : 158–160). Les informations disponibles sur les inondations de 2015, 2016 et 2017 suggèrent des pertes beaucoup plus importantes, en raison de leur caractère plus dévastateur (Mairie de Karimama, 2015 ; Mairie de Malanville, 2015 ; DEDRAS ONG/ERIKS, 2017 ; PDC₃ Karimama, 2017 ; PDC₃ Malanville, 2017) ; mais la pauvreté chronique dans les deux communes rend les populations plus vulnérables et incapables de répondre aux chocs (Djodjouhouin *et al.* 2015)¹.

La survenue des inondations dans la ZAE1 est aussi fortement corrélée avec une certaine recrudescence d'affections bénignes ou graves et des cas de pertes en vies humaines. Le paludisme sous ses formes simples et graves est la première et la plus importante maladie souvent enregistrée. Les eaux de boisson se souillent, les

¹ Entre 2007 et 2015, la pauvreté monétaire est passée de 40% à 48% à Malanville et de 44% à 51% à Karimama. La pauvreté non-monétaire oscille entre 57% et 38% à Malanville et entre 83% et 71% à Karimama, au cours de la même période (PNUD/INSAE, 2016).

vecteurs prolifèrent et les conditions globales d'hygiène se dégradent, favorisant la survenue de maladies graves et mortifères. Les affections gastro-intestinales, diarrhéiques, respiratoires et anémiques sévissent aussi dans les communes. La dégradation des pistes de desserte rurales et des infrastructures sanitaires limite l'accès aux soins et rend les populations davantage vulnérables. Le risque d'insécurité alimentaire et de malnutrition est davantage accru quand les conditions de vie des populations ne favorisent pas leur implication optimale dans les activités de production agricole (Djodjohouin *et al.* 2015).

Environ 1193 et 5547 ménages de la commune de Karimama ont vécu le dénuement total par la perte de tous leurs biens, à la suite des inondations respectives de 2010 et 2013 (Gouvernement du Bénin, 2011 ; Adjakpa, 2016 : 161). Les inondations affectent le cadre général et les conditions de vie des populations locales. La dislocation des ménages et la dispersion des familles victimes d'inondations fragilisent les liens sociaux. Cette dégradation du tissu social s'accompagne aussi de graves crises de malnutrition et d'abandons d'enfants. La déscolarisation des enfants et les pertes en vies humaines accroissent le nombre de cas sociaux au sein de la communauté et la pauvreté s'en trouve accentuée².

Les inondations causent des chocs psychologiques aux populations locales (Adjakpa, 2016 ; DEDRAS ONG/ERIKS, 2017). Les plaintes, les pleurs et les sentiments de tristesse seraient caractéristiques de divers traumatismes dans la vie des personnes devenues brusquement sans-abris, et des ménages qui ont tout perdu. Ceci contribue à la vulnérabilité sanitaire des sinistrés qui développent dans le moyen ou le long terme, des symptômes incompréhensibles et des crises diverses pouvant les conduire à la mort. Les maladies limitent les capacités productives des victimes et renforcent les risques d'insécurité alimentaire induits par la perte de la grande partie des cultures et récoltes.

² Les inondations récurrentes sont perçues comme accélérant la paupérisation des populations locales (Mairie de Malanville, 2015 : 12).

En somme, les inondations constituent une entrave majeure au développement de la ZAE1, enrôlant les communautés locales dans un cercle vicieux de marginalité, de vulnérabilité et de pauvreté, sans qu'à date des solutions efficaces et durables ne soient encore trouvées (Adjakpa, 2016 : 157). La pertinence du questionnement sur l'organisation et le fonctionnement de l'action humanitaire, en lien avec les enjeux et spécificités de la ZAE1, est ainsi établie. La suite du papier y répondra, après la présentation de l'approche de terrain utilisée.

4.2. Acteurs et organisation de l'aide humanitaire dans la ZAE1

Partant de l'hypothèse que la configuration de l'aide humanitaire dans la ZAE1 est le reflet des interactions entre différents acteurs qui ne partagent ni les mêmes intérêts, ni les mêmes représentations autour des problématiques des inondations et de l'aide, trois niveaux de structuration des acteurs de l'aide ont été identifiés : (i) les collectivités décentralisées, mobilisatrices et coordonnatrices de l'aide, (ii) les ONG internationales, disposant de professionnels humanitaires, collaborant avec des partenaires locaux pour l'exécution de mandats humanitaires, et (iii) les organisations locales investies fondamentalement dans le développement communautaire et portant aussi assistance aux populations sinistrées.

4.2.1. Les collectivités locales dans l'aide

Les collectivités décentralisées constituent les acteurs de premier plan dans la gestion des crises d'inondation dans la ZAE1. De ce fait, elles ont la primauté dans la mobilisation et la coordination de l'aide, en lien avec leur prérogative institutionnelle de prévenir et de faire cesser les fléaux calamiteux (incendies, inondations, épidémies et autres) et de faire atténuer les conséquences par l'organisation des secours nécessaires (Loi 97-029 du 15 janvier 1999 portant organisation des communes en République du Bénin : Article 76). C'est dans la perspective d'exercer leur pouvoir de mettre en œuvre leurs propres mécanismes de prévention et de gestion des risques et catastrophes, que les collectivités décentralisées de la ZAE1, avec les appuis techniques et financiers

d'agences de développement et d'ONG humanitaires ont élaboré en 2012 leurs premiers Plans de Contingence Communaux (PCC). Le PCC en tant qu'outil multirisque, vise globalement à « *mettre en place un mécanisme pour une réponse humanitaire coordonnée, rapide et efficace en temps réel, afin de minimiser les conséquences des catastrophes sur les populations* » (PCC Karimama, 2014 : 25 ; PCC Malanville, 2014 : 30).

En rapport avec les objectifs stratégiques du PCC et les missions de ses « groupes thématiques » (*clusters*) qui mobilisent l'ensemble des structures politico-administratives, humanitaires et de développement, actives sur les territoires des communes, les crises d'inondation dans la ZAEI donnent lieu à l'activation systématique d'une Plateforme Communale de Réduction des Risques de Catastrophes et d'Adaptation au Changement Climatique (PCRRC-ACC). La PCRRC apparaît alors comme le principal opérateur de l'aide humanitaire, structuré en « comités techniques » chargés de la prévention, de la définition de stratégies, de la mobilisation des ressources et de la gouvernance des crises (Mairie de Malanville, 2014).

Les autorités municipales qui sont les présidents de ces plateformes communales organisent des évaluations pour estimer les besoins réels face aux ressources disponibles, afin de lancer les alertes nécessaires pour mobiliser les ressources manquantes pour la prise en charge des victimes (Mairie de Malanville, 2015 : 11–12). Les médias de masse au-delà de la communication administrative hiérarchique jouent un rôle important dans les appels à solidarité pour la mobilisation supra-locale de l'aide. L'appui de l'Etat central est apporté en situation de crise à travers ses services déconcentrés qui jouent divers rôles dans les plateformes de gestion des risques, les agences spécialisées comme l'Agence Nationale de Protection Civile (ANPC), et divers fonds sociaux, à l'instar du Fonds d'Aide à la Solidarité Nationale (FASN). Les organisations sous régionales, telle que la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), apportent aussi leurs appuis aux collectivités

territoriales à travers le gouvernement et ses entités et instruments susmentionnés.

Si le dispositif institutionnel promeut un certain leadership des collectivités locales dans la mise en place de l'aide, il sous-estime cependant leur incapacité technique, matérielle et financière pour porter des actions humanitaires autonomes et efficaces. Les deux communes de la ZAE1 manquent cruellement de ressources et dépendent généralement des ressources extérieures pour la gestion des crises. Le capital humain local est aussi limité à quelques agents de services municipaux, sans grande expertise pour une planification et une gouvernance efficace de l'action humanitaire. Tout ceci crée une dépendance vis-à-vis des professionnels qui ont plus de facilité à mobiliser les ressources, à travers leurs réseaux internationaux, pour l'exécution de mandats humanitaires.

4.2.2. Les ONG internationales dans l'aide

Lorsqu'elles jugent de la pertinence d'intervention humanitaire, les ONG humanitaires qui sont généralement basées dans la capitale économique du Bénin, Cotonou, à plus de 700 km de la ZAE1, répondent aux appels à solidarité pour apporter leurs contributions à la gestion des crises. Elles entreprennent diverses initiatives, « initiative urgence », « initiative résilience » etc., qui sont conduites par des staffs terrain sous la supervision d'équipes d'experts. Les principaux secteurs d'intervention des humanitaires internationaux dans la ZAE1 sont le WASH (Eau, Hygiène et Assainissement), l'approvisionnement en vivres (sécurité alimentaire et nutritionnelle) et non-vivres (abris temporaires, matériaux de construction et divers), la prise en charge sanitaire et psychologique, l'éducation et la protection de la mère et de l'enfant.

Le Système des Nations Unies (SNU) joue un rôle déterminant dans la gestion des crises d'inondation dans la ZAE1, à travers nombre de ses structures : Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a apporté son appui technique et financier à l'élaboration des PCC et contribue par des appuis spécifiques à la mise en œuvre de divers projets et activités en faveur des sinistrés

et des couches vulnérables. Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) s'occupe particulièrement des enfants, avec un focus sur la prise en charge sanitaire et psychosocial et l'éducation. L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) fait de la santé, la prévention et la gestion des épidémies en situation de crise une priorité. Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) se focalise souvent sur le volet alimentaire et joue un rôle clé dans la mobilisation et la distribution de vivres et la prise en charge nutritionnelle. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) est connu dans la ZAE1 pour l'activation de la réponse humanitaire en termes d'accès aux abris d'urgence. L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP), interviennent activement sur le front de la malnutrition chronique dans la ZAE1. Ces interventions du SNU Bénin, même si ce n'est pas toujours le cas, devraient être mises en cohérence par le Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA), qui intervient aussi dans les évaluations humanitaires. Les opérations de terrain utilisent des relais locaux, sous l'appui technique d'experts extérieurs, notamment des communicateurs, des logisticiens, des planificateurs, des assistants ou des superviseurs, qui renforcent les différents clusters (OCHA, 2010b).

La Croix Rouge Béninoise³ basée à Porto-Novo, la capitale administrative du Bénin, est structurée en comités sectoriels et locaux qui mobilisent et utilisent des volontaires formés aux opérations de secours et d'aide aux vulnérables. Elle participe aux initiatives de mobilisation de l'aide et de mise en œuvre de stratégies institutionnalisées de gestion des inondations par les plateformes communales. Le tandem CARITAS Bénin et Secours Catholique (CRS) Bénin, avec l'appui de ses partenaires internationaux, opère dans la ZAE1 par des agents de terrain rattachés à divers projets, et des

³ La Croix Rouge Béninoise et CARITAS Bénin ont été classées parmi les structures humanitaires internationales parce qu'elles appartiennent à des réseaux humanitaires internationaux qui influencent plus ou moins leurs actions, en dépit de leurs autonomies respectives. Leurs interventions suivent des lignes directrices et des normes convenues dans ces réseaux supranationaux.

points focaux issus de réseaux nationaux et diocésains, portés par des partenariats opérationnels de gestion des urgences. L'approche catholique est orientée vers la mise en œuvre d'actions de développement humain intégral et durable. A travers des programmes d'aide aux victimes des inondations, CARITAS Bénin a, par exemple, mis à la disposition des agriculteurs de la ZAE1 des semences de cultures essentielles (riz, oignon, piment, etc.) pour relancer la production agricole locale. Plusieurs milliers de producteurs de Karimama et Malanville ont bénéficié de cet appui, perçu comme une « manne » (Kanmaber, 2011), qui suscite et renforce leur résilience.

CARE International Bénin/Togo intervient depuis 2012 dans la ZAE1 avec l'appui de divers bailleurs régionaux et internationaux. Elle apporte des réponses d'urgence et mène des actions orientées vers le WASH, la sécurité alimentaire et le relogement de victimes. Les transferts monétaires (*cash transfer*) renforcent l'autonomisation et la sécurisation alimentaire, alors que les distributions de coffrets de reconstruction (*shelter kit*) facilitent la mise en place d'habitats décents. Les femmes accèdent à des crédits de proximité au travers d'Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) installées pour collecter et redistribuer l'épargne communautaire. Des Foyers d'Apprentissage et de Réhabilitation Nutritionnelle (FARN) et des jardins potagers ont contribué à la résorption de la pauvreté et la reconstruction des moyens d'existence dans un continuum humanitaire-développement. Plan International Bénin au-delà de ses interventions sur divers axes thématiques de prise en charge des sinistrés, est localement apprécié pour son assistance psychosociale aux personnes vulnérables.

En somme, le tissu humanitaire de la ZAE1 est caractérisé par une prééminence des humanitaires internationaux qui mobilisent et déploient sur le terrain d'importantes ressources pour répondre aux besoins des victimes. La plupart de ces ONG humanitaires utilisent aussi des relais locaux formés en cours d'emploi ou sur le tas dans le cadre de divers partenariats présentés dans la prochaine section.

4.2.3. Les ONG locales dans l'aide

Le tissu humanitaire local est assez pauvre en ONG locales, spécialisées et expérimentées dans le domaine humanitaire. Quelques structures confessionnelles qui opèrent dans les communes revendiquent une certaine vocation humanitaire ou s'y reconvertissent. Au-delà de leurs activités portées par des projets de développement communautaire financés par divers bailleurs internationaux, elles contribuent aux opérations des plateformes communales en tant que membres des clusters :

L'Organisation pour le Développement Durable, le Renforcement et l'Autopromotion des Structures Communautaires (DEDRAS ONG) intervient dans les processus de gestion des crises d'inondation dans la ZAE1 à travers son bureau local à Karimama. Instrument de développement et d'assistance sociale de l'Union des Eglises Evangéliques du Bénin (UEEB), elle réclame désormais une vocation humanitaire et bénéficie d'un accord-cadre avec le gouvernement béninois (DEDRAS ONG, 2020). Cette structure chrétienne basée à Parakou, la capitale régionale du Nord-Bénin, met en œuvre depuis 2012 des projets de nutrition communautaire, d'hygiène et d'assainissement financés par ERIKS Development Partner, une fondation chrétienne suédoise (PDC₃ Karimama, 2017 ; DEBRAS ONG, 2018). DEBRAS ONG n'a pas une haute expertise humanitaire, en dehors de ses ressources humaines spécialisées sur divers axes de développement et d'appui communautaire. Cependant, elle participe à la mise en place de l'aide humanitaire au même titre que les autres membres de la plateforme communale de gestion des risques à Karimama :

« En réalité, nous n'avons aucune intervention directe, ou aucun projet d'action humanitaire pour accompagner les sinistrés des inondations ici. Nous sommes simplement associés aux interventions humanitaires initiées par les autres structures humanitaires [CARE et PLAN, notamment] ou la plateforme communale. Nous ne gérons pas directement de fonds humanitaires. Nous ne gérons pas non plus de ressources matérielles liées à l'appui aux sinistrés. Nous sommes

simplement membre de la plateforme et de ce fait nous prenons part aux activités et initiatives de la plateforme »⁴.

L'ONG Bienfaisance au Bénin (OBB) est dans la commune de Malanville l'une des structures locales les plus actives dans la mobilisation humanitaire. C'est une petite et jeune organisation musulmane adonnée à des œuvres caritatives, portant sur la distribution de biens alimentaires et matériels aux populations vulnérables, notamment les sinistrés d'inondation, les veuves, les orphelins et autres. Elle promeut la construction de puits et forages pour l'approvisionnement en eau potable dans les zones enclavées. OBB intervient aussi dans la santé, en portant des initiatives d'accès gratuit aux soins de base et en subventionnant de petites opérations chirurgicales, pour des maladies comme la cataracte. Les activités d'OBB sont essentiellement financées par des bailleurs arabes et des fonds islamiques du Golfe, ce qui influence la ligne humanitaire de l'organisation, très orientée vers la construction de mosquées et de centres de formation coraniques et franco-arabes pour la promotion de l'Islam (OBB, 2018). OBB n'a pas une grande expérience humanitaire, ni dans l'expertise directe, ni dans la sous-traitance, au-delà des options et orientations des guides religieux qui la dirigent. Elle recourt souvent à la propagande médiatique comme stratégie d'ancrage :

« Nous, on travaille seulement avec les Arabes. On fait surtout l'enseignement, avec école coranique et école franco-arabe. On a commencé en 2014–2015 par-là, et depuis, les gens viennent vers nous pour faire des demandes de mosquées, de puits, de forages d'aliments et autres. Et quand nous on prend ces demandes on les envoie à nos partenaires en Arabie Saoudite, au Koweït, à Dubaï ; disons, chez les Arabes. [...]. On est membre de la plateforme ici à Malanville, mais on ne connaît personne d'abord. Nous faisons seulement nos propres activités avec l'appui de nos partenaires. Quand nous avons des activités, on appelle l'Etat, surtout le maire, le préfet, et parfois le ministre »⁵.

⁴ Discussion de groupe, agents de DEDRAS ONG, Karimama.

⁵ Entretien avec le Trésorier Général de l'ONG Bienfaisance au Bénin (OBB).

Au-delà de ces deux ONG locales, l'approche « faire-faire » utilisée par les professionnels de l'aide implique le recours à d'autres organisations locales de développement pour l'exécution de mandats spécifiques dans la ZAE1 (Aïna & Agbodjogbé, 2014 : 10). Dans ce cadre, CARE International Bénin/Togo a bénéficié en 2014 de l'appui de l'ONG locale SIA N'SON basée à Parakou pour la conduite d'initiatives d'urgence et de résilience en faveur des ménages sinistrés (Djodjouhouin *et al.* 2015). A travers son entité SIA N'SON Microfinance, spécialisée en médiation financière et formation, la structure locale a participé à la mise en place d'aides alimentaires et à la formation dans le cadre d'initiatives en faveur des femmes (AVEC, FARN etc.).

L'ONG FADeC (Femmes Actrices de Développement Communautaire), basée à Cotonou, la capitale économique du Bénin, dans une dynamique de partenariat/sous-traitance, a mis à la disposition de CARE International Bénin/Togo en 2013-2014 des facilitateurs intégrés au staff terrain de l'ONG humanitaire internationale, dans le cadre de diverses initiatives, notamment l'initiative de « Renforcement des Moyens d'Existence et des capacités de Réponse aux Chocs Récurrents » (RMEC) (Aïna & Agbodjogbé, 2014 ; Djodjouhouin *et al.* 2015). En fournissant les moyens matériels et financiers nécessaires à l'exécution de son mandat, CARE a contribué au renforcement des capacités technique et institutionnelle de son ONG locale partenaire, en promouvant par ailleurs le respect des normes humanitaires (Djodjouhouin *et al.* 2015 : 31–32).

En somme, l'aide humanitaire telle qu'elle est mise en place dans la ZAE1 n'a pas d'ancrage réellement local. Elle est contrôlée par les professionnels qui opèrent depuis les grandes villes du pays (capitale économique, capitale politique, capitale régionale), en recourant, au besoin, à du personnel de terrain, des relais communautaires ou autres partenaires stratégiques pour l'atteinte de leurs objectifs. La quasi-inexistence d'organisations locales spécialisées limite le transfert de compétences aux locaux, et

l'établissement de partenariats plus égalitaires dans une perspective de localisation.

4.3. Perceptions de l'aide et stratégies d'acteurs

L'aide humanitaire, localement appelée *gar gasine*, est une importante ressource socio-économique, symbolique et politique, au cœur de diverses stratégies de mobilisation, de redistribution, de commercialisation et de politisation dans le contexte des inondations dans la ZAE1. Quelques aspects de cette économie politique des inondations ont été présentés ci-après, en vue de mettre en perspective les enjeux liés à l'efficacité de l'aide humanitaire.

4.3.1. L'aide comme ressource socio-économique

Bien qu'elle ne comble pas souvent entièrement leurs besoins, l'aide humanitaire est reçue par les victimes comme contribuant à renforcer leur capacité de résilience, surtout dans ses dimensions de réhabilitation du cadre de vie et de sécurisation alimentaire. De ce fait, plusieurs pratiques des victimes visent à mettre en scène leur détresse, pour susciter la compassion de personnes sensibles et l'appui de divers partenaires. Les théâtralisations de souffrance et les déclarations de « dégâts fictifs » constituent des moyens efficaces de mobilisation de l'aide, en dépit de la perte de dignité « *djiriman siyam* » qui y est souvent associée. Les réseaux sociaux, notamment WhatsApp et les médias de masse contribuent puissamment à la construction de l'ampleur des inondations et de l'étendue des dégâts dans cette arène humanitaire. C'est pourquoi les statistiques issues des évaluations des dégâts d'inondation sont souvent porteuses de toutes sortes d'anomalies : par exemple, le nombre de sinistrés dans un village dépassant la population totale du village concerné ; les superficies de cultures ravagées dans un village surpassant les emblavures totales régulièrement enregistrées par les services d'encadrement agricole dans ce village ; le nombre d'habitations endommagées dans un village dépassant le nombre de résidences habituellement recensées dans le village etc. Tout ceci relève de stratégies de captation de l'aide.

Les victimes peuvent entrer en réseautage avec d'autres acteurs (bénévoles de terrain, agents municipaux et autres) en vue de capter leur part de la rente humanitaire. Toute entrave à la circulation de l'aide dans leur intérêt ou toute confiscation par les autres groupes stratégiques peut donner lieu à des actions collectives ou des scènes de sabotage des stratégies locales. Les bénévoles recenseurs perçoivent aussi l'aide humanitaire comme une source d'emploi et de revenu. Au-delà des pratiques d'enregistrement de non-sinistrés dans la base de données d'évaluation (parfois leurs parents ou autres membres de leurs réseaux sociaux), ces acteurs entrent parfois en relation avec divers sinistrés dont ils accroissent les chiffres des dégâts encourus, pour être récompensés sous la forme de reversement d'une partie de l'aide, surtout alimentaire. La circulation de l'aide humanitaire sous forme de ressource salariale ou motivante alimente des réseaux locaux de détournement de celle-ci. Des opérations de distribution sont aussi parfois simulées, avec des femmes, des enfants et autres vulnérables pris en images largement partagées avec des échantillons de dons humanitaires mobilisés, sans qu'ils n'en soient les réels bénéficiaires.

L'aide humanitaire se retrouve aussi souvent enchâssée dans les liens de solidarité qui prévalent au sein des communautés locales. Les valeurs de solidarité intra et intercommunautaire sont localement exprimées par l'accueil des sinistrés par des membres de leurs réseaux sociaux (amis, parents, proches etc.). De nombreux sinistrés des inondations de 2010 dans la commune de Karimama (environ 40%) avaient trouvé refuge auprès de 661 ménages non-victimes (Adjakpa, 2016 : 163). Cette hospitalité observée au cours des crises successives permet aussi à plusieurs ménages pauvres hôtes de tirer avantage de l'aide apportée aux victimes. Les ménages bénéficiaires de l'aide privilégient parfois cette solidarité aux normes humanitaires, en redistribuant leurs ressources humanitaires à leurs proches, ou en partageant les rations d'enfants malnutris avec d'autres membres du cadre social (maris, coépouses, enfants de voisins non bénéficiaires) (CARE International Bénin/Togo, 2014).

Ceci est une façon de gérer les incertitudes qui se rattachent aux pratiques de sélection et d'exclusion qui provoquent des mécontentements dans le cercle communautaire et fragilisent les rapports sociaux. L'aide apparaît alors comme une ressource stratégique autour de laquelle s'exercent des valeurs socioculturelles endogènes de solidarité et d'appartenance sociale, bien plus fortes et prioritaires, par rapport aux principes et normes humanitaires exogènes.

4.3.2. L'aide comme une ressource symbolique et identitaire

L'action humanitaire est aussi associée à des dynamiques identitaires de conservation ou de changement de noms de villages ou de hameaux dans la ZAEI. Les communautés de Hama Tounga (Malanville) dispersées et reconstituées après des inondations successives ont maintenu le nom de leur hameau pour leur site de relogement, en guise d'hommage à leur ancêtre Hama, à qui tous les succès au plan socio-économique sont attribués. Tout changement de nom est perçu comme pouvant induire des impacts négatifs sur la communauté. Cette pratique est aussi observée sur d'autres sites de relogement de la ZAEI qui ont conservé leurs noms en dépit de leur éloignement de leurs anciens sites de résidence. Cependant, on rencontre aussi d'autres communautés qui adoptent les noms des terroirs villageois où ils ont été relogés ou d'autres noms ayant rapport avec leur affiliation à leurs nouveaux voisins. C'est le cas de la communauté de Kotchi Zénon (Malanville) installée proche du village de Monkassa, qui a adopté le nom de *Monkassa Kouara Tédji* (Monkassa Nouvelle Cité). Le nouveau site de relogement du village de Wanda est aussi devenu *Wanda Kouara Tédji* (Wanda Nouvelle Cité).

L'autre marquage symbolique et socio-foncier en lien avec les appuis humanitaires au relogement des sinistrés d'inondation se rapporte aux baptêmes d'enfants sur les campements de relogement. Sur le site de Wanda, deux enfants – un garçon et une fille – récemment accouchés ont reçu le nom *Leda* « sachet ou emballage plastique ». Ce nom qui fait allusion aux tentes, constitue

un marqueur symbolique spatio-temporel. Un autre garçon né sur le site de Monkassa Kouara Tédji bénéficie aussi du surnom *Délégué* traduisant sa responsabilité socialement conférée de « chef de terre » en tant que premier nouveau-né de sexe masculin du site. Une fille née dans le même campement n'a cependant bénéficié d'aucun surnom spécial, ce qui traduit la différence genre dans les statuts des hommes et femmes au sein des communautés locales.

En vertu de la même affiliation socio-foncière, certaines communautés affectées par les inondations restent hostiles à l'option de relogement, évoquant entre autres des raisons liées à leur attachement à leurs terres ancestrales. L'aide humanitaire induit alors dans la ZAEI une réaffirmation ou une certaine renégociation identitaire. Les bénéficiaires sont capables de maintenir ou de changer leur affiliation socio-foncière toutes les fois que cela sauvegarde ou porte atteinte à leurs intérêts sociaux. Le rejet ou le contournement de certaines options proposées par les professionnels humanitaires, s'inscrit dans une stratégie d'évitement d'autres incertitudes (fragilisation des liens sociaux, aliénation socio-culturelle etc.), qui ne sont pas toujours perceptibles pour les acteurs extérieurs.

4.3.3. L'aide humanitaire comme ressource politique

L'aide humanitaire est dans la ZAEI une ressource politique fortement instrumentalisée, pour renforcer le clientélisme-patronage et les espaces de pouvoir de divers acteurs politiques. Les distributions partisans alimentent les réseaux politiques à la base, renforçant l'électorat des uns (partisans de régime au pouvoir), limitant les influences politiques des autres (acteurs de l'opposition), et induisant des reconversions/transhumances politiques au sein des communautés. Les discussions dans divers hameaux et villages de Karimama et Malanville informent de l'orientation politique des populations. La dichotomie mouvance *versus* opposition connue dans le paysage politique du Bénin (Lagacé, 2007 ; Morency-Laflamme, 2010) est aussi perceptible sur le terrain des inondations et de l'action humanitaire :

« Les inondations ne connaissent ni mouvanciers ni opposants, elles affectent tout le monde ; mais les gens font la différence entre mouvanciers et opposants quand il s'agit de distribuer les choses »⁶.

Les partisans du régime du « changement » et de la « refondation » qui a dirigé le Bénin entre 2006 et 2016 semblent avoir bénéficié d'une certaine attention dans les opérations de distribution de dons humanitaires au détriment de ceux de leaders de l'opposition politique dans la circonscription électorale incluant la ZAE1. Les ressources apportées par les humanitaires sont traduites aux populations comme des dons du président et de ses amis/partenaires pour soutenir ses partisans en difficulté. L'aide transitant par les collectivités décentralisées est alors distribuée suivant des logiques partisans ou de territorialité pour renforcer l'ancrage politique d'acteurs influençant les choix politiques à la base.

Ce chevauchement (Bierschenk *et al.* 2000 : 33) entre l'action humanitaire et l'action politique est perceptible dans la ZAE1, avec des courtiers politiques qui opèrent aussi comme des courtiers humanitaires dans leur circonscription électorale. Plusieurs anciennes victimes d'exclusion humanitaire, dans une perspective de revanche, revendiquent fièrement leur affiliation au régime de la « rupture » et du « nouveau départ », au pouvoir depuis avril 2016. L'aide portée par les acteurs locaux, étant associée à des attentes politiques, religieuses ou idéologiques, elle est beaucoup moins appréciée par les bénéficiaires, que celle perçue comme « apolitique », impliquant directement les ONG internationales, auxquelles sont attribuées des valeurs plus humanitaires de compassion, de sympathie et de charité.

Dans ce contexte, les populations locales boudent parfois l'aide et ses acteurs, en vue de rendre des « coups » à des leaders politiques et de faire prévaloir leur statut d'opérateurs à part entière de l'aide et non des acteurs absolument soumis à des diktats. Des

⁶ Au Bénin, le terme « mouvancier » désigne un partisan du régime au pouvoir, donc un partisan de la mouvance.

pratiques de rejet de l'aide et de renvoi des humanitaires rapportées dans certains hameaux constituent un important moyen de revendication, qui remet en perspective l'insuffisance quantitative et qualitative de l'aide comme enjeu majeur dans un contexte de transition humanitaire (Uwizeyimana, 2017 : 19–21).

4.4. L'aide au cœur d'interactions conflictuelles et de relations de pouvoir

4.4.1. Des interactions conflictuelles entre acteurs municipaux et ONG humanitaires

La dépendance des collectivités locales des ressources et mandats des structures humanitaires, est localement perçue comme inversant les rôles et fragilisant les pouvoirs des autorités communales. Bien que chaque ONG humanitaire ait sa propre stratégie d'intervention, toutes les interventions devraient s'intégrer dans les plans de contingence communaux dont les autorités municipales sont les coordonnateurs. Les interactions conflictuelles entre acteurs municipaux et professionnels humanitaires se rapportent souvent aux conflits de perceptions et d'attribution :

« Au début de notre intervention, nous avons eu des difficultés avec les autorités communales, qui ne comprenaient pas notre stratégie d'intervention, qui va jusqu'au niveau communautaire. [...] »⁷.

L'autonomie d'intervention des humanitaires et le respect de leurs principes propres entrent en contradiction avec les prérogatives institutionnelles des collectivités décentralisées qui sont responsables de la définition et de la coordination de l'action humanitaire sur leur territoire. Cette situation fragilise l'harmonie et affecte négativement la cohérence de l'aide, avec les municipalités qui accusent souvent les professionnels humanitaires de promouvoir l'absence de synergie et le manque de respect à la ligne humanitaire locale :

« [...] on a noté une absence de synergie dans les actions des différents partenaires. Au sein de la plateforme, il y a certains

⁷ Interview, agent de projet, organisation humanitaire, Cotonou.

partenaires qui ne suivent pas la ligne de conduite. On s'entend sur une activité à mener, et du coup les autres sortent pour aller mener d'autres activités dont ils ne nous rendent pas compte. [...]. »⁸

Les professionnels humanitaires quant à eux dénoncent l'absence de technicité, le manque de transparence et la politisation comme facteurs d'inefficacité de l'aide :

« Notre équipe nous permet de travailler de façon très transparente et apolitique. [...]. Si les dons sont simplement déposés à la mairie, les gens n'ont pas la technicité, ils n'ont pas les possibilités et ils se les partagent comme bon leur semble [...]. Notre action peut être parfois politisée [...] »⁹.

« Souvent en matière d'aide humanitaire, quand les gens apportent des dons, ils vont tout déposer au niveau de la mairie, et parfois c'est politisé »¹⁰.

Dans ce contexte, l'alignement des collectivités locales (acteurs en position de faiblesse), sur les principes et mandats des professionnels humanitaires (acteurs en position de force), est localement traduit comme une surpuissance des ONG humanitaires qui imposent leur vision et pratique de l'aide, sans s'ouvrir aux perspectives locales, pouvant aussi conduire à des stratégies contextualisées plus efficaces :

« C'est celui qui a les moyens qui est chef. Tu as beau avoir de belles idées, c'est ce que celui qui a ses moyens te demande de faire que tu fais. C'est comme ça que nous fonctionnons parfois avec ces ONG-là. Leurs priorités ne correspondent parfois pas du tout à nos priorités à l'échelle municipale, mais qu'est-ce qu'on peut faire ? »¹¹.

Ces interactions conflictuelles entre acteurs, présentent la « gouvernementalité » humanitaire dans la ZAE1 sous un assemblage hétérogène d'espaces humanitaires non-coordonnés pour assurer l'efficacité de l'aide et le renforcement de la résilience des communautés locales vulnérables. Les systèmes de contrôle et

⁸ Interview, Point Focal de Gestion des Risques et Catastrophes, ZAE1.

⁹ Interview, Agent Humanitaire, Organisation Humanitaire, Cotonou.

¹⁰ Interview, agent de projet, organisation humanitaire, Cotonou.

¹¹ Interview, Point Focal de Gestion des Risques et Catastrophes, ZAE1.

d'exercice de pouvoir autour de l'aide et les velléités coordonnatrices ou dominatrices des uns vis-à-vis des autres sont le reflet d'un dispositif humanitaire diffus et inefficace (Agier, 2006 ; Poinot & Agier, 2009). Les pouvoirs technique et financier des professionnels humanitaires défient les pouvoirs institutionnel et politique des collectivités décentralisées pour créer en fin de compte des dynamiques de neutralisation mutuelle (Bierschenk et al. 2000 : 32).

4.4.2. Des compétitions et rivalités entre ONG humanitaires

Les concurrences entre organisations humanitaires, constituent aussi un sujet important qui ressort des échanges avec les acteurs humanitaires dans le cadre de cette étude. Les « barèmes » d'appréciation des urgences ne sont pas souvent les mêmes pour toutes les ONG humanitaires ; et celles qui ne sont pas disposées à intervenir dans une situation de « crise » – parce qu'elles ne l'ont pas jugée « pertinente » ou « majeure » – peuvent en empêcher aussi les autres, par diverses stratégies, y compris la « calomnie » auprès des potentiels bailleurs internationaux. La crédibilité auprès des bailleurs devrait parfois être privilégiée à la pertinence de l'aide, surtout si les avis sont partagés entre professionnels humanitaires :

« Notre organisation a été à la limite étiquetée dans la dernière crise à laquelle nous avons répondu. Il y a des ONG sœurs qui nous ont même critiqués auprès des bailleurs quand nous devrions faire des levées de fonds rapides face à la situation, en disant que nous avons juste menti, parce que pour elles il n'y avait pas de phénomène majeur là. Ça c'est juste un exemple »¹².

En somme, les acteurs humanitaires se retrouvent entre le marteau et l'enclume : ils sont pris au piège de leurs propres principes et les options de leurs confrères qui doivent participer à la définition ou

¹² Interview, Agent Humanitaire, Organisation Humanitaire, Cotonou. Les pratiques dénoncées ici s'inscrivent dans le registre de la concurrence entre les ONG humanitaires, qui peut s'exprimer sous plusieurs formes (Corbet et al. 2017 : 16).

la reconnaissance d'une situation de crise, ainsi qu'à l'analyse de la pertinence de l'intervention humanitaire. Ils sont aussi en conflit avec les pouvoirs politico-administratifs qui revendiquent leur autorité et légitimité à coordonner l'aide. Ces paramètres montrent qu'une localisation de l'aide qui ne tient pas compte des spécificités de chaque contexte local, pourrait renforcer les déséquilibres dans les relations de pouvoir au plan local, et ainsi promouvoir de nouveaux « pouvoirs au village » (Bierschenk & Olivier de Sardan, 2003).

Conclusion

Cette étude a analysé la spécificité structurelle et fonctionnelle du tissu humanitaire dans le plus grand foyer des inondations dans l'extrême Nord-Bénin. Elle a scruté la configuration de l'aide, ainsi que les dynamiques socio-économiques, socio-culturelles et politiques qui en découlent, sous l'hypothèse que l'espace humanitaire local est le reflet des jeux de pouvoir entre acteurs portés par des intérêts et représentations divergents sur la problématique des inondations et la manière dont l'action humanitaire doit être conduite. Trois réalités structurent la vie communautaire dans la ZAE1 : premièrement, les inondations continuent d'être une entrave majeure au développement socio-économique durable, enrôlant les communautés agro-pastorales locales dans un cercle vicieux de paupérisation ; deuxièmement, il n'existe toujours pas une réponse efficace et définitive bien planifiée et mise en œuvre avec les ressources que cela demande pour résoudre durablement la crise ; troisièmement, l'aide humanitaire demeure l'alternative pour secourir les populations des urgences et renforcer leur résilience dans un continuum humanitaire-développement.

La cartographie des acteurs et des actions sur le terrain révèle un assemblage assez hétérogène, moins cohérent et peu harmonieux pour une gestion efficace des crises. Les collectivités décentralisées détiennent le leadership de l'action humanitaire au plan institutionnel, mais leur faible capacité technique, matérielle et financière constitue une barrière à la mise en œuvre d'actions

efficaces et autonomes. Les plateformes de gestion des risques dont elles sont responsables dépendent plus des acteurs extérieurs, qui finalement, jouent les rôles les plus prépondérants dans l'aide, en faisant prévaloir leurs mandats, méthodes et valeurs, sans forcément s'ouvrir à des perspectives locales aussi pertinentes pour une localisation responsable. Les professionnels internationaux mobilisent l'essentiel de l'aide par le biais de leurs réseaux diversifiés, et utilisent les ressources humaines locales dans un cadre partenarial qui, quoiqu'encore non-égalitaire, offre des opportunités de spécialisation et de renforcement de capacités des locaux. Ceci est un atout important pour la localisation de l'aide qui exige une plus grande responsabilisation des locaux (Gingerich & Cohen, 2015 ; Mattei & Troit, 2016 ; de Geoffroy *et al.* 2017 ; Gustin, 2017). Cependant, des efforts restent à faire pour renforcer l'ancrage local de l'aide, dans un contexte où des organisations locales naissantes revendiquent une vocation humanitaire, et où d'autres structures initialement impliquées dans le développement communautaire sont de plus en plus engagées dans une reconversion à l'humanitaire.

Les perceptions, représentations et stratégies des acteurs révèlent une faible synergie dans l'action humanitaire, pour répondre efficacement aux attentes des communautés. Le dispositif humanitaire en place fait de l'aide une ressource socio-économique, symbolique, politique et stratégique au cœur de pratiques et dynamiques qui affectent son efficacité. L'économie politique des inondations est alimentée par des stratégies multiples et multiformes de mobilisation, de redistribution, de marchandage et de politisation de l'aide. Les acteurs et groupes stratégiques débordent d'imagination et d'innovations pour tirer profit de la rente humanitaire enchâssée dans plusieurs réseaux de solidarité, d'appartenance sociale et de prévention de nouveaux risques à caractère socio-culturel. Les interactions conflictuelles entre acteurs constituent un frein à la conception et la mise en œuvre de politiques concertées, pertinentes, cohérentes et efficaces pour la réussite de l'action humanitaire et la résolution des crises. Toutes ces

dynamiques confirment que l'action humanitaire reste et demeure soumise à des ambiguïtés, des dilemmes et des enjeux assez diversifiés (Rufin, 1986 ; Brauman & Backmann, 1996 ; Anderson, 1999 ; Collovald, 2001 ; Eberwein, 2005 ; Reymond et al. 2007 ; Pasquier, 2012 ; NRC & HI, 2016), qu'il convient de prendre en compte dans le contexte de la transition humanitaire, pour une localisation pertinente de l'aide au profit des bénéficiaires.

Remerciements

L'auteur exprime une profonde gratitude à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) France, qui a financé cette recherche, dans le cadre de l'appel à bourses postdoctorales de la Fondation Croix-Rouge française (FCRF) ; et à tous les acteurs qui ont participé à sa mise en œuvre.

Références bibliographiques

Adjakpa, T.T. (2016). *Gestion des risques hydro-pluviométriques dans la vallée du Niger au Bénin : Cas des inondations des années 2010, 2012 et 2013 dans les Communes de Malanville et de Karimama*. Thèse de Doctorat Unique. Abomey-Calavi : Université d'Abomey-Calavi.

Adjovi, N.R.A. (2006). *Monographie de la commune de Malanville*. Cotonou : Afrique Conseil.

Agier, M. (2006). Le gouvernement humanitaire et la politique des réfugiés. In L. Cornu & Vermeren P. (Eds.), *La philosophie déplacée : Autour de Jacques Rancière, Colloque de Cerisy*, pp. 411–428. Paris : Horlieux Editions.

Aïna, S.M., Agbodjogbe, J. (2014). *Evaluation finale de l'initiative « Réponse à la situation d'urgence suite aux inondations de 2013 dans le Nord Bénin »*. Rapport Final/Mai 2014. Cotonou : CARE International Bénin/Togo.

Al Hussein, J. (2003). L'UNRWA et les réfugiés palestiniens : Enjeux humanitaires, intérêts nationaux. *Revue d'études palestiniennes*, 86, 71–85.

Anderson, M.B. (1999). *Les Choix difficiles – Les dilemmes moraux de l'humanitaire*. Paris : Gallimard.

Atlani-Duault, L. & Vidal, L. (2009). *Anthropologie de l'aide humanitaire et du développement : Des pratiques aux savoirs – des savoirs aux pratiques*. Paris : Armand Colin.

Atlani-Duault, L. (2009). *Au bonheur des autres : anthropologie de l'aide humanitaire*. Paris : Armand Colin.

Ayena, A. A., Totin, H. S., Amoussou, E., Vissin, E. W. (2017). Impact de la dynamique de l'occupation du sol sur les berges dans la vallée du fleuve niger au Bénin. *Revue Ivoirienne de Sciences et Technologie*, 29, 119–135.

Bernard, R.H. (2006). *Research methods in Anthropology (Fourth Edition): Qualitative and Quantitative Approaches*. Oxford : AltaMira Press.

Bierschenk, T. & Olivier de Sardan, J.-P. (1998). *Les pouvoirs au village : Le Bénin rural entre démocratisation et décentralisation*. Paris: Karthala.

Bierschenk, T. (1988). Development projects as arenas of negotiation for strategic groups: A case study from Bénin. *Sociologia Ruralis*, 28(2–3), 146–160.

Bierschenk, T., Chauveau, J.-P., Olivier de Sardan, J.-P. (2000). *Courtiers en développement : les villages africains en quête de projets*. Paris: Karthala.

Bierschenk, T., Olivier de Sardan, J.-P. (2003). Powers in the village: Rural Benin between democratisation and decentralisation. *Africa*, 73(2), 145–173.

Boko, M., Adjakpa, T.T., Sedjame, R.A. (2017). Les facteurs naturels et le forçage anthropique des inondations en zone sahélienne dans

le bassin du Niger au Bénin (Afrique de l'Ouest). *Journal of Water and Environmental Sciences*, 1 (Numéro spécial COP22), 77–83.

Brauman, R. (1999). Les dilemmes de l'action humanitaire dans les camps de réfugiés et les transferts de populations. In J. Moore (Ed.), *Des choix difficiles : Les dilemmes moraux de l'humanitaire*, pp. 233–256. Paris : Gallimard.

Brauman, R. (2005). Mission civilisatrice, ingérence humanitaire. *Le Monde Diplomatique*, 52(3).

Brauman, R. (2009). Emotion et action humanitaire. *Études*, 410(1) : 9–19

Brauman, R., & Backmann, R. (1996). *Les médias et l'humanitaire : éthique de l'information ou charité-spectacle*. Paris : Editions du Centre de Formation et de Perfectionnement des Journalistes (CFPJ).

CARE International Bénin/Togo, (2014). *Rapport enquête post distribution des biscuits BP-5 dans les communes de Malanville-Karimama lors des Inondations de 2013*. Cotonou : CARE International Bénin/Togo.

Cefai, D. (1996). La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans des arènes publiques. *Réseaux*, 14(75), 43–66.

Chandes, J. & Paché, G. (2006). La coordination des chaînes logistiques multi-acteurs dans un contexte humanitaire : quels cadres conceptuels pour améliorer l'action ? *Logistique & Management*, 14(1), 33–42.

Collovald, A. (2001). De la défense des « pauvres nécessiteux » à l'humanitaire expert. Reconversion et métamorphoses d'une cause politique. *Politix*, 14(56), 135–161.

Corbet, A., Ambrosetti, D., Bayle, G., Labaze, M. (2017). Agents de l'État et acteurs humanitaires : enjeux d'une interdépendance négociée. Étude de cas à Gambella », Fonds Croix-Rouge française, *Les Papiers du Fonds*, n°8.

Coutu, B. (2007). De la dépolitisation humanitaire. *Aspects Sociologiques*, 14(1), 113–139

Dato, J. (2013). *Anthropologie, sciences sociales et aide humanitaire : Quels liens. Grotius International : Geopolitiques de l'humanitaire*. Disponible sur : <http://www.grotius.fr/auteur/dato> (consulté le 15/04/2017).

de Geoffroy V., Grunewald F., Ní Chéilleachair R. (2017). *More than the Money – Localisation in practice*. Dublin : Irish Aid.

DEDRAS ONG, (2018). *Organisation pour le Développement Durable, le Renforcement et l'Auto-promotion des Structures Communautaires (DEDRAS ONG)*. Parakou : DEDRAS ONG. <http://www.dedras.org> (consulté le 01/05/2018).

DEDRAS ONG, (2020). *A Propos Dedras*. Disponible sur : <http://dedras-benin.org/a-propos/> (consulté 10/07/2020)

DEDRAS ONG/ERIKS, (2017). *Rapport de l'inondation à Kargui (Août 2017)*. Karimama : DEDRAS-ONG & ERIKS.

Djodjouhouin, D., Ezin, E., Vant Hul, E., Houinato, G. (2015). *Evaluation finale de l'initiative « Renforcement des Moyens d'Existence et des capacités de Réponse aux Chocs Récurrents dans le Nord Bénin »*. Cotonou : CARE International Bénin/Togo.

Eberwein, W. D. (2005). Le paradoxe humanitaire? Normes et pratiques. *Cultures & Conflits*, 60, 15–37.

Emmanuelli, X. (1991). *Les prédateurs de l'action humanitaire*. Paris : Albin Michel.

FAOSTAT, (2018). *Répartition des effectifs d'animaux vivants selon année, niveau administratif 2, produit (Têtes)*. Disponible sur : <http://193.43.36.162/home.aspx?c=BEN&ta=053SPD135&tr=2> (consulté le 02/09/18).

Fichtner, S. (2016). La fabrique locale des statistiques scolaires. *Revue d'anthropologie des connaissances*, 10(2), 261–278.

Fratkin, E. (1997). Pastoralism: governance and development issues. *Annual Review of Anthropology*, 26, 235–261.

Gingerich, T.R., Cohen, M.J. (2015). *Turning the Humanitarian System on its Head: Saving lives and livelihoods by strengthening local capacity and shifting leadership to local actors*. Oxfam Research Reports. Oxford: Oxfam America.

Gouvernement du Bénin, (2011). *Inondation au Bénin – Rapport d'évaluation des Besoins Post Catastrophe*. Cotonou : Gouvernement du Bénin, Banque Mondiale & Systèmes des Nations Unies (SNU).

Gustin, L. (2017). *La localisation de l'aide humanitaire: Approche des enjeux et des effets potentiels pour les ONG humanitaires*. Master en Sciences de la Population et du Développement. Liège : Université de Liège.

Harroff-Tavel, M. (2005). La diversité culturelle et ses défis pour l'acteur humanitaire. *Cultures & Conflits*, 60, 63–102.

INSAE (2016a). *Effectifs de la population des villages et quartiers de ville du Bénin (RGPH-4, 2013)*. Cotonou : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE).

INSAE (2016b). *Cahier des villages et quartiers de ville du département de l'Alibori (RGPH-4, 2013)*. Cotonou : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE).

Kanmaber (2011). *Après la destruction des cultures par les inondations de 2010 à Malanville et Karimama : Caritas Bénin aide à la reprise de la production agricole*. Cotonou : CARITAS Bénin. Disponible sur : <http://caritasbenin.org/index.php/nos-actions/40-nos-domaines-dinterventions/secours-durgence/112-apres-la-destruction-des-cultures-par-les-inondations-de-2010-a-malanville-et-karimama-caritas-benin-aide-a-la-reprise-de-la-production-agricole> (consulté 15/02/18).

Lagacé, C. (2007). *Femmes et politique au Bénin: un défi à relever*. Mémoire de Maîtrise en Science Politique. Montréal : Université du Québec à Montréal.

Laissus, P. & Lallau, B. (2013). Résilience spontanée, résilience suscitée. Les complexités de l'action humanitaire en « zone LRA » (Est de la République Centrafricaine). *Éthique et Economique*, 10(1), 95–118.

Lane, C. (1996). *Pastures lost: Barabaig economy, resource tenure, and the alienation of their land in Tanzania*. Nairobi : Initiatives Publishers.

Lavergne, M. & Weissman, F. (2003). Soudan: A qui profite l'aide humanitaire ?. In F. Weissman (Ed.), *A l'ombre des guerres justes. L'ordre international cannibale et l'action humanitaire*, pp.145–167. Paris : Flammarion.

Lavigne Delville, P. (2011). *Vers une socio-anthropologie des interventions de développement comme action publique*. Mémoire pour l'Habilitation à Diriger des Recherches. Lyon : Université Lyon II.

Le Pape, M. & Salignon, P. (2001). *Une guerre contre les civils: réflexions sur les pratiques humanitaires au Congo-Brazzaville (1998–2000)*. Paris : Karthala.

Leader, N. (2000). *The Politics of Principle. The Principles of Humanitarian Action in Practice*. London: Overseas Development Institute.

Lindenberg, M. & Bryant, C. (2001). *Going global: Transforming relief and development NGOs*. Bloomfield : Kumarian Press.

Mairie de Karimama, (2015). *Rapport d'évaluation des dégâts causés par les inondations à Kargui*. Karimama : Plateforme Communale de Réduction des Risques et Catastrophes et d'Adaptation aux Changements Climatiques.

Mairie de Malanville, (2014). *Arrêté modificatif N° 58/MCM/SG/SEHA/SA de l'Arrêté N° 58/020/MCM/SG/SEHA/SA du 17 Juin 2014 portant création, composition, attributions et fonctionnement de la Plate-forme Communale de Réduction des Risques de Catastrophe et d'Adaptation au Changement Climatique*. Malanville : Mairie de Malanville.

Mairie de Malanville, (2015). *Rapport provisoire de l'évaluation rapide sommaire des inondations d'Août 2015 dans la commune de Malanville*. Août 2015. Malanville : Secretariat Permanent de la Plateforme Communale de Réduction des Risques de Catastrophe et d'Adaptation au Changement Climatique.

Mairie de Malanville, (2017). *Historique des crises dans la commune de Malanville sur les 20 dernières années*. Malanville : Mairie de Malanville.

Mattei J-F., Troit, V. (2016). La transition humanitaire. *Médecine/Sciences* 2016, 32, 211–215.

Morency-Laflamme, J. (2010). *La démocratisation au Togo et au Bénin: L'influence des stratégies des groupes d'opposition*. Mémoire de Maîtrise en Science Politique. Montréal : Université de Montréal.

NRC & HI, (2016). *Enjeux de l'Action Humanitaire basée sur les Principes: Quatre Pays en Perspective*. Genève : Norwegian Refugee Council et Handicap International.

OBB, (2018). *ONG Bienfaisance au Benin : ONG apolitique humanitaire et à but non lucratif*. Malanville : ONG Bienfaisance au Benin. Disponible sur : <https://web.facebook.com/pages/category/Health---Wellness-Website/ONG-Bienfaisance-au-Beninsi%C3%A8ge-Malanville-163659247625372/?rdc=1&rdr> (consulté le 01/05/2018).

OCHA (2010b). *Benin-Inondations 2010: Rapport de situation N°7*. Disponible sur : <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/AB76A37F55B36F2DC12577C800373CE7-Rapport complet.pdf> (consulté le 17/03/18).

OCHA, (2010a). *Benin-Inondations 2010: Rapport de situation N°2*. Disponible sur : <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/9C7F75F2D25D0BF8852577BA00744DDF-Rapport Complet.pdf> (consulté le 10/02/17).

Olivier de Sardan, J.-P. (2014). The Delivery State in Africa. Interface Bureaucrats, Professional Cultures and the Bureaucratic Mode of Governance. In T. Bierschenk & J.-P. Olivier de Sardan (Eds.), *States at Work: Dynamics of African Bureaucracies*, pp. 399–429. Leiden : Brill.

Olivier de Sardan, J.-P. (1995). *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*. Paris : Karthala.

Pasquier, R. (2012). Quand le local rencontre le global: contours et enjeux de l'action internationale des collectivités territoriales. *Revue française d'administration publique*, 1(141), 167–182.

PCC Karimama, (2014). *Plan de Contingence Communal (PCC)*. Karimama : Mairie de Karimama.

PCC Malanville, (2014). *Plan de Contingence Communal (PCC)*. Malanville : Mairie de Malanville.

PDC₃ Karimama, (2017). *Plan de Développement Communal de Karimama (3^{ème} Génération)*. Karimama : Mairie de Karimama.

PDC₃ Malanville, (2017). *Plan de Développement Communal de Malanville 2017–2021*. Malanville : Mairie de Malanville.

PNUD/INSAE, (2016). *Les tendances de la pauvreté au Bénin sur la période 2007–2015*. Cotonou : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE) & Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Poinsot, M. & Agier, M. (2009). Le “gouvernement humanitaire”. Entretien réalisé par Marie Poinsot avec Michel Agier. *Hommes et migrations*, (1279), 104–113.

Reymond, P., Margot, J., Margot, A. (2007). *Les limites de l'aide humanitaire*. Lausanne : Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne.

Rottenburg, R. (2002). *Weit hergeholte Fakten: Eine Parabel der Entwicklungshilfe*. Stuttgart : Lucius und Lucius.

Rufin, J.C. (1986). *Le piège – Quand l'aide humanitaire remplace la guerre*. Paris : Lattès JC.

DJOHY G., *Configuration et dynamiques de l'aide humanitaire dans les terroirs agro-pastoraux...*

Ryfman, P. (1999). *La question humanitaire. Histoire, problématiques, acteurs et enjeux de l'aide humanitaire internationale*. Paris : Ellipses.

Schloms, M. (2005). Le dilemme inévitable de l'action humanitaire. *Cultures & conflits*, 60 : 85-102.

Uwizeyimana, E. (2017). La transition humanitaire dans le camp des réfugiés burundais de Mahama: réalité et nécessité. Fonds Croix-Rouge française, *Les Papiers du Fonds*, n°11.

Van Driel, A. (2002). *Sharing a valley: The changing relations between agriculturalists and pastoralists in the Niger Valley of Benin*. Research Report No. 64. Leiden: African Studies Centre.

Weick, K.E. (1988). Enacted sensemaking in crisis situations. *Journal of Management Studies*, 25(4), 305–317.